

8,2 millions d'entre nous vivent aujourd'hui avec moins de 950 € par mois soit 13,5 % de la population.

La pauvreté s'est accrue dans notre pays :

- Les retraités ont en moyenne pour vivre 900 € par mois.
- Un salarié sur 2 gagne 1 500 € par mois.
- 1 chômeur sur 2 n'est pas indemnisé.

Pendant ce temps le niveau de vie des plus riches continue d'augmenter de manière colossale et indécente.

Le seuil de tolérance est atteint. De telles inégalités ne sont pas seulement indignes d'un pays comme le notre, elles sont la conséquence d'un système à bout de souffle, un système qui sacrifie le travail humain au profit de la rentabilité financière immédiate.

Patronat et gouvernement ne veulent pas augmenter les salaires. Ils préfèrent utiliser 186 millions d'heures supplémentaires détaxées équivalant à 400 000 emplois à temps plein dans le secteur privé et ils continuent de supprimer des milliers d'emplois dans les Services Publics.

Les mêmes détruisent l'emploi et étouffent la croissance.

Il est temps de taxer les revenus financiers, d'augmenter les salaires, d'investir dans l'industrie et les Services Publics pour répondre à l'urgence sociale et promouvoir un nouveau type de croissance.

D'ailleurs, la rigueur, de son vrai nom l'austérité, soulève des vagues d'indignation dans tous les pays où les gouvernements tentent de l'imposer à leur peuple. L'austérité n'est pas la solution, elle est le problème.

Nous sommes mobilisés aujourd'hui contre l'austérité qu'ils veulent nous imposer. Contester l'option austérité fait partie des solutions à la crise.

Et si la CGT alerte avec force les salariés en cette rentrée, ce n'est pas pour cultiver le pessimisme ambiant mais bien parce que la situation est très sérieuse. Les choix patronaux et gouvernementaux accélèrent la spirale de la dévalorisation de la rémunération du travail au profit de la survalorisation de celle du capital. Tout cela pour répondre aux injonctions du FMI, de la Banque Centrale Européenne et des agences de notation.

C'est inacceptable !

De plus, Medef et gouvernement ont dès cet été adouci le régime fiscal des plus fortunés : réforme de l'ISF : 2 milliards d'€ de recettes en moins dans le budget de l'Etat. Dans le même temps, ils veulent ponctionner aux mutuelles, donc aux salariés, 1,2 milliards d'€. Ils modifient l'assiette du calcul de la CSG : 800 millions d'€ pour les salariés ; c'est 4 fois plus que la contribution des plus fortunés qui, la main sur le cœur, vont donner 200 millions d'€. Sans parler de la taxe sur les boissons sucrées et le tabac.

Comme si cela ne suffisait pas, sous le prétexte de financer la réforme de la garde à vue, le gouvernement a décidé d'introduire des frais de justice en créant un droit de timbre de 35 €.

Cette mesure impacte la plupart des procédures judiciaires et plus particulièrement celles du travail au Conseil des Prud'hommes.

Cette mesure, adoptée avec la Loi des Finances le 29 juillet, est entrée en vigueur le 1er octobre 2011. Promulguée dans la précipitation, elle est entachée de vices de procédures.

La CGT considère cette mesure injuste et contraire à l'exigence de justice et met tout en œuvre pour exiger son retrait.

Gouvernement et Medef accroissent les impôts injustes et refusent d'envisager une véritable réforme fiscale qui tiendrait compte des revenus réels du travail et surtout de ceux du capital et du patrimoine.

L'urgence est bien d'un autre partage des richesses. L'économie ne peut vivre que de la seule spéculation. Le cycle économique dévastateur dans lequel le pays est en train de rentrer va avoir des conséquences sociales considérables.

Face à cela, les salariés, les retraités, les privés d'emploi peuvent avoir prise sur les décisions, à condition de ne pas déléguer ces décisions, mais d'être acteurs comme citoyen et comme salarié sur ce qui se décide dans l'entreprise comme dans le pays. C'est un enjeu fondamental.

Aujourd'hui, ne pas manifester sa colère légitime c'est prendre le risque d'une aggravation de la situation. C'est l'avenir de nos sociétés qui est en cause.

Le débat que nous devons avoir porte sur les réponses à apporter en faisant sauter le verrou de la résignation.

Si nous ne bougeons pas rien ne s'améliorera. Alors qu'en nous mobilisant le plus largement possible le seul risque que nous prenons est de nous faire entendre.

Medef et gouvernement nous servent la même soupe indigeste sur le déficit, sur la dette, sur la règle d'or. N'en restons pas qu'au constat.

Portons ensemble d'autres exigences pour répondre aux besoins sociaux, dans l'unité des salariés, en barrant aussi la route à la stigmatisation systématique des immigrés, organisée par ceux qui nous gouvernent. Cette politique immonde du bouc émissaire, qui consiste à dresser les salariés les uns contre les autres, et réduire leurs capacités de rassemblement et d'intervention, en ciblant une partie de la population pour détourner l'attention de la véritable question, à savoir l'inégale répartition des richesses produites par le travail, cette politique là est inacceptable !

La CGT a lancé une campagne dans les entreprises, au travers de 10 exigences à long terme. Notre responsabilité syndicale est bien de les défendre pied à pied en exigeant un autre partage des richesses et sans attendre.

75 % des français disent vivre moins bien qu'avant. 66 % ont peur du chômage.

Exigeons l'arrêt des suppressions d'emplois, des coupes sombres dans les budgets publics, dans les dépenses sociales et la mise à mal des droits des salariés. L'intolérable est atteint à Transgourmet SMC où la Direction n'a pas hésité 1 seconde à mettre à pied 37 salariés qui réclament simplement leurs droits élémentaires à l'Hygiène et à la sécurité prévu dans le code du travail. Une pratique de management assez répandue dans cette zone qui voit régulièrement des salariés punis par leur direction par des mises à pieds illégales. Ne laissons pas faire et soutenons nos camarades dans leur lutte.

Dans la Fonction Publique ce sont plus de 150 000 emplois supprimés depuis 8 ans. 100 000 depuis l'élection du chef de l'Etat. Les Services Publics sont un outil de cohésion sociale. Nous vivons une attaque d'une violence inédite contre l'ensemble des Services Publics. La qualité du service rendu à la population est profondément remise en question.

La politique d'austérité rend, non seulement inopérant le Service Public, mais entraîne aussi de graves conséquences sur l'emploi dans le secteur privé.

Il y a urgence à nous mobiliser encore plus fortement, plus unitairement. Non, l'urgence n'est pas dans la recherche obsessionnelle de la réduction des dépenses sociales pour résorber la dette de la France. Au contraire, il faut donner à la population la possibilité de travailler, de vivre dignement de son travail, d'imaginer un avenir pour les futures générations.

Prélever dans ce but des ressources sur les profits indécents réalisés par les sociétés du CAC 40 pour leurs actionnaires n'est pas seulement affaire de justice mais d'efficacité économique et sociale. Empêcher le pouvoir de nuisance des spéculateurs pour consacrer ces ressources à l'emploi et à la rémunération du travail.

Les Lustucru, les Papetiers, ceux de LINPAC, de Fralib, de Lyondell Basell, sans oublier les Trivella en savent quelque chose.

Le 11 octobre n'est pas seulement une journée de protestation, d'indignation, de colère, c'est une journée de construction pour porter plus haut et plus fort nos exigences de progrès social et d'un autre partage des richesses.